



KPMG S.A.
224 rue Carmin
CS 17610
31676 Labège

Comité Oeuvres Sociales - COS Conseil Général

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023
Comité Oeuvres Sociales - COS Conseil Général
Lices Pompidou - 81000 Albi

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG S.A.
224 rue Carmin
CS 17610
31676 Labège

Comité Oeuvres Sociales - COS Conseil Général

Lices Pompidou - 81000 Albi

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

À l'attention du Conseil d'administration de l'Association Comité Oeuvres Sociales - COS Conseil Général,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre décision, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Comité Oeuvres Sociales - COS Conseil Général relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :


- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;



- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Labège, le 17 mai 2024

KPMG S.A.

 Signature
numérique de
Anne Briqueteur
Urbain
Date : 2024.05.17
14:28:32 +02'00'

Anne Briqueteur
Associée

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2023 12		Exercice N-1 31/12/2022 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net	
	Capital souscrit non appelé (I)					
ACTIF IMMOBILISÉ	Immobilisations incorporelles					
	Frais d'établissement					
	Frais de développement					
	Concessions, brevets et droits similaires	8 090	931	7 159		7 159
	Fonds commercial (1)					
	Autres immobilisations incorporelles					
	Avances et acomptes					
	Immobilisations corporelles					
	Terrains					
	Constructions					
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques, matériel et outillage					
	Autres immobilisations corporelles					
	Immobilisations en cours					
	Avances et acomptes					
	Immobilisations financières (2)					
	Participations mises en équivalence					
	Autres participations					
	Créances rattachées à des participations					
	Autres titres immobilisés					
	Prêts	854		854	671	183 27. 27
Comptes de Régularisation	Autres immobilisations financières					
	Total II	8 944	931	8 013	671	7 342 NS
	Stocks et en cours					
	Matières premières, approvisionnements					
	En-cours de production de biens					
	En-cours de production de services					
	Produits intermédiaires et finis					
	Marchandises					
	Avances et acomptes versés sur commandes					
	Créances (3)					
Comptes de Régularisation	Clients et comptes rattachés	7 765		7 765	10 292	2 527- 24. 56-
	Autres créances					
	Capital souscrit - appelé, non versé					
	Valeurs mobilières de placement					
	Disponibilités	282 847		282 847	300 550	17 704- 5. 89-
	Charges constatées d'avance (3)	27 420		27 420	16 763	10 657 63. 58
	Total III	318 032		318 032	327 605	9 574- 2. 92-
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)					
	Primes de remboursement des obligations (V)					
	Ecart de conversion actif (VI)					
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)	326 976	931	326 045	328 276	2 232- 0. 68-

(1) Dont droit au bail

(2) Dont à moins d'un an

(3) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2023 12		Exercice N-1 31/12/2022 12		Ecart N / N-1 Euros %	
CAPITAUX PROPRES	Capital (Dont versé :) Primes d'émission, de fusion, d'apport Ecart de réévaluation						
	Réserves Réserve légale Réserves statutaires ou contractuelles Réserves réglementées Autres réserves						
	Report à nouveau	203 235		215 060		11 825-	5. 50-
	Résultat de l'exercice (Bénéfice ou perte)	26 881-		11 825-		15 056-	127. 32-
	Subventions d'investissement Provisions réglementées						
	Total I	176 354		203 235		26 881-	13. 23-
AUTRES FONDS PROPRES	Produit des émissions de titres participatifs Avances conditionnées						
	Total II						
PROVISIONS	Provisions pour risques Provisions pour charges						
	Total III						
DETTES (1)	Dettes financières Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts auprès d'établissements de crédit Concours bancaires courants Emprunts et dettes financières diverses						
		1		120		119-	99. 33-
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours						
	Dettes d'exploitation Dettes fournisseurs et comptes rattachés Dettes fiscales et sociales						
		12 336		23 239		10 903-	46. 92-
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes	137 354		101 532		35 821	35. 28
Comptes de Régularisation	Produits constatés d'avance (1)			150		150-	100. 00-
	Total IV	149 690		125 041		24 649	19. 71
	Ecart de conversion passif (V)						
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)		326 045		328 276		2 232-	0. 68-
(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an		149 690		125 041			

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 31/12/2023 12			Exercice N-1 31/12/2022 12	Ecart N / N-1	
	France	Exportation	Total		Euros	%
Produits d'exploitation (1)						
Ventes de marchandises						
Production vendue de biens						
Production vendue de services	196 874		196 874	184 312	12 562	6.82
Chiffre d'affaires NET	196 874		196 874	184 312	12 562	6.82
Production stockée						
Production immobilisée						
Subventions d'exploitation			592 794	586 966	5 827	0.99
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges						
Autres produits						
Total des Produits d'exploitation (I)			789 667	771 278	18 389	2.38
Charges d'exploitation (2)						
Achats de marchandises						
Variation de stock (marchandises)						
Achats de matières premières et autres approvisionnements						
Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements)						
Autres achats et charges externes *			815 935	772 094	43 842	5.68
Impôts, taxes et versements assimilés						
Salaires et traitements						
Charges sociales						
Dotations aux amortissements et dépréciations						
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			931		931	
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations						
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations						
Dotations aux provisions						
Autres charges			2 000		2 000	
Total des Charges d'exploitation (II)			818 866	772 094	46 773	6.06
1 - Résultat d'exploitation (I-II)			29 199-	815-	28 384-	NS
Quotes-parts de Résultat sur opération faites en commun						
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)						
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)						

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges affectées à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2023	12	31/12/2022	12	Euros	%
Produits financiers						
Produits financiers de participations (3)						
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)						
Autres intérêts et produits assimilés (3)	2 318		1 099		1 219	110.93
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total V	2 318		1 099		1 219	110.93
Charges financières						
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions						
Intérêts et charges assimilées (4)						
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total VI						
2. Résultat financier (V-VI)	2 318		1 099		1 219	110.93
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)	26 881-		284		27 165-	NS
Produits exceptionnels						
Produits exceptionnels sur opérations de gestion						
Produits exceptionnels sur opérations en capital						
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges						
Total VII						
Charges exceptionnelles						
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion			12 109		12 109-	100.00-
Charges exceptionnelles sur opérations en capital						
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions						
Total VIII			12 109		12 109-	100.00-
4. Résultat exceptionnel (VII-VIII)			12 109-		12 109	100.00
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)						
Impôts sur les bénéfices (X)						
Total des produits (I+III+V+VII)	791 985		772 377		19 608	2.54
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	818 866		784 203		34 663	4.42
5. Bénéfice ou perte (total des produits - total des charges)	26 881-		11 825-		15 056-	127.32-

* Y compris : Redevance de crédit bail mobilier
: Redevance de crédit bail immobilier
(3) Dont produits concernant les entreprises liées
(4) Dont intérêts concernant les entreprises liées

1 Faits majeurs de l'exercice

1.1 Présentation de l'association

Le Comité d'œuvre sociale est une association loi 1901 créé en 1989. Il vise à créer et développer toute formation d'action sociale, culturelle ou sportive en faveur de ses membres adhérents ou bénéficiaire.

Le conseil d'administration est l'organe décisionnel de cette association et le Bureau émanant du Conseil d'administration est l'organe exécutif.

Les prestations d'action sociale, qu'elles soient individuelles ou collectives, sont distinctes de la rémunération et sont attribuées indépendamment du grade, de l'emploi et de la manière de servir.

Le COS œuvre pour la diversification des prestations proposées afin de toucher tous les agents.

1.2 Événements principaux de l'exercice

Concernant les prestations :

- Mise en place d'un site internet du COS (pour remplacer le site intranet) s'associant à une solution nationale de billetterie et d'offre de partenaire permettant aux agents d'avoir un gain de pouvoir d'achat et au personnel administratif un gain de temps
- Afin de se rendre dans l'ensemble du Département, diversité des sites pour la tenue des instances (AG à Castres)
- Changement de site pour les festivités de l'arbre de Noël (à Carmaux)
- Proposition de 40 semaines de linéaires pour l'été afin de diversifier la politique vacances (en plus de l'aide aux vacances et des prestataires privilégiés)
- Décision de remettre un chèque de 500 € aux agents ayant perdus un enfant quel que soit l'âge de l'enfant via la commission secours

Concernant l'organisation :

- Octroi d'un agent supplémentaire pour palier le surcroit de travail de fin d'année d'octobre 2023 à mars 2024
- Nouveau élus suite aux élections professionnelles de décembre 2022 – Changement bureau du COS
- Modification des statuts pour concordance avec la loi TFP du 6 août 2019 et modification du quorum
- Toujours plus de dématérialisation (banque, site internet...)

1.3 Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de Commerce et du plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité d'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'association a arrêté ses comptes en respectant le règlement ANC n°2014-03 et ses règlements modificatifs, ainsi que ses adaptations aux associations et fondations conformément au règlement n°2018-06.

1.4 Changement de méthode

Aucun changement de méthode d'évaluation et de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

2 Informations relatives au bilan

2.1 Bilan actif

2.1.1 Prêts accordés aux jeunes ménages :

Un prêt de 1525 € a été octroyé en 2023. Les remboursements obtenus durant l'exercice sur les prêts s'élèvent à 1342 €. Il reste un total de 854 € au 31/12/2023.

2.1.2 Autres créances

Les autres créances comprennent essentiellement les avances remboursables accordées aux agents par la commission secours sur avis de l'assistante sociale du Département.

Le solde dû au 31 décembre 2023 est de 7 503 €.

2.1.3 Actif circulant - Classement par échéance

L'exigibilité de toutes les créances de l'actif circulant est inférieure à un an.

2.1.4 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 27 420 €. Elles concernent essentiellement :

- Les chèques retraite 2024 pour un montant de 9 055 €
- Les chèques naissance 2024 pour un montant total de 2 373 €
- L'abonnement couleur CE 2024 pour 5 986 €
- Cagnottes vacances pour 7 507 €
- Billetterie des différents parcs pour 2 501 €.

2.2 Bilan passif

2.2.1 Fonds propres

Les fonds propres comprennent un report à nouveau de 203 235 € suite à l'affectation du résultat de l'exercice 2022 de – 11 825 €.

Le résultat de l'exercice 2023 se solde par une perte de 26 881 €. Le total des fonds propres au 31/12/2023 s'élèvent à 176 354 €.

2.2.2 Autres dettes - Classement par échéance

Toutes les dettes, autres que financières, sont d'échéance inférieure à un an.

Les autres dettes comprennent les charges à payer à hauteur de 137 354 € et se décomposent de la manière suivante :

- participation du COS pour la garde d'enfants : 2 818 €
- participation du COS aux séjours d'enfants : 761 €
- participation du COS aux activités de spectacles et goûter : 13 058 €
- mise à disposition du personnel par le Conseil Général : 95 055 €
- solde des honoraires commissaire aux comptes et expert-comptable : 6 530 €
- Aides aux vacances : 5 520 €
- ASC:10649€
- Autres:2962€

2.2.3 Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avances s'élèvent à 366 € et concernent les réservations pour les parc d'attraction pour 2024.

3 Informations relatives au compte de résultat

3.1 Résultat d'exploitation

Les produits d'exploitation sont répartis de la manière suivante :

- Participation des agents :	196 874 €
- Subventions perçues :	592 794 €

Soit un montant total de recettes de **789 667 €**

La participation des agents concerne essentiellement la participation aux chèques vacances ainsi que la participation aux locations.

La subvention perçue par le Conseil Départemental comprends 106 848 € pour la mise à disposition du personnel et des locaux. Le restant servant à couvrir le fonctionnement du COS.

Compte tenu d'un montant d'achats et de charges externes s'élevant à **815 935 €**, le résultat d'exploitation se solde par une **perte de – 29 199 €**.

3.2 Informations complémentaires

Les contributions volontaires en nature accordées par le Conseil Général au titre de l'année 2023 et comptabilisées en produits & charges s'élèvent à 106 848 € répartis de la manière suivante :

• mise à disposition d'agents	95 055 €
• mise à disposition des locaux Hôtel du Département	4 623 €
• fournitures de bureau	3 516 €
• un agent d'entretien	3 655 €

N'ayant à ce jour aucune information de la part du Conseil départemental sur la valorisation de la mise à disposition des locaux pour l'exercice 2023, nous nous sommes basé sur la mise à disposition de l'exercice 2022.

3.3 Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 5 179 euros, décomposés de la manière suivante :

- honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes : 5 179 euros ;
- honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes, telles qu'elles sont définies par les normes d'exercice professionnel mentionnées au II de l'article L. 822-11 : 0 euros.